

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Mercier

Code géographique : 67045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nadia René, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Mercier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Mercier pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-13.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-05-11

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Mercier et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Mercier et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Mercier inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2017-05-11

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

S.O.

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 563 267	14 452 100	14 574 463		14 574 463
Compensations tenant lieu de taxes	2	197 025	148 100	139 755		139 755
Quotes-parts	3					118 267
Transferts	4	180 832	142 000	99 154		549 406
Services rendus	5	613 508	594 894	643 103		1 107 903
Imposition de droits	6	855 412	854 500	1 266 810		1 266 810
Amendes et pénalités	7	100 362	113 500	87 881		87 881
Revenus de placements de portefeuille	8			30 249		30 249
Autres revenus d'intérêts	9	181 902	168 950	159 996		188 813
Autres revenus	10	615 607	409 956	533 852		538 224
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	16 307 915	16 884 000	17 535 263		18 601 771
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					8 689
Transferts	15			115 115		(209 196)
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17	8 502		10 472		10 472
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	8 502		125 587		(200 507)
	20	16 316 417	16 884 000	17 660 850		18 526 851
Charges						
Administration générale	21	2 391 759	2 265 091	2 237 281	78 295	2 315 576
Sécurité publique	22	3 544 879	4 970 352	4 223 193	78 646	4 301 839
Transport	23	2 311 352	2 367 675	2 336 626	1 092 204	4 345 809
Hygiène du milieu	24	2 439 353	2 396 314	2 290 545	921 536	3 070 827
Santé et bien-être	25	364 868	383 000	373 227		373 227
Aménagement, urbanisme et développement	26	400 981	484 381	670 116		670 116
Loisirs et culture	27	1 824 214	1 932 587	1 770 470	246 972	2 017 442
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	466 859	427 600	404 870		498 457
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	2 450 799	489 717	2 417 653	(2 417 653)	
	32	16 195 064	15 716 717	16 723 981		17 593 293
Excédent (déficit) de l'exercice	33	121 353	1 167 283	936 869		933 558

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalisations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	121 353	1 167 283	936 869	(3 311)	933 558
Moins: revenus d'investissement	2	(8 502)	()	(125 587)	(200 507)	(74 920)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	112 851	1 167 283	811 282	197 196	1 008 478
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	2 450 799	489 717	2 417 653	170 211	2 587 864
Produit de cession	5	89 543		225 000		225 000
(Gain) perte sur cession	6	(76 863)		(156 273)		(156 273)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 463 479	489 717	2 486 380	170 211	2 656 591
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Remboursement ou produit de cession	12	4 814		21 031		21 031
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	16 214		26 411		26 411
	15	21 028		47 442		47 442
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 735 983)	(1 737 000)	(1 792 095)	(68 989)	(1 861 084)
	18	(1 735 983)	(1 737 000)	(1 792 095)	(68 989)	(1 861 084)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(42 501)	()	(483 260)	(3 020)	(480 240)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			144 838		144 838
Excédent de fonctionnement affecté	21	299 009	112 000	112 000	394	112 394
Réserves financières et fonds réservés	22	4 232	(32 000)	(50 041)		(50 041)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				7 229	7 229
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	260 740	80 000	(276 463)	10 643	(265 820)
	26	1 009 264	(1 167 283)	465 264	111 865	577 129
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 122 115		1 276 546	309 061	1 585 607

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	8 502		125 587	(200 507)	(74 920)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	67 602 ) (	64 000 ) (	107 946 ) (	) (	107 946)
Sécurité publique	3 (	140 446 ) (	5 442 000 ) (	1 830 967 ) (	) (	1 830 967)
Transport	4 (	(4 598)) (	240 000 ) (	385 247 ) (	(5 870)) (	379 377)
Hygiène du milieu	5 (	48 454 ) (	3 621 200 ) (	(1 507)) (	48 099 ) (	46 592)
Santé et bien-être	6 () () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	210 000) () () ()
Loisirs et culture	8 (	22 460 ) (	403 600 ) (	552 815 ) (	) (	552 815)
Réseau d'électricité	9 () () () () ()
	10 (	274 364 ) (	9 980 800 ) (	2 875 468 ) (	42 229 ) (	2 917 697)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 () () () () ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats						
Émission ou acquisition	12 (	28 853 ) (	) (	28 853 ) (	) (	28 853)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	299 500			209 196	209 196
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	42 501		483 260	(3 020)	480 240
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			1 772 925		1 772 925
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	95 653		52 589		52 589
	18	138 154		2 308 774	(3 020)	2 305 754
	19	134 437	(9 980 800)	(595 547)	163 947	(431 600)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	142 939	(9 980 800)	(469 960)	(36 560)	(506 520)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé ¹</u>
		Redressé note 20				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	121 353	1 167 283	936 869	(3 311)	933 558
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	274 364 ) (	9 980 800 ) (	2 875 468 ) (	42 229 ) (	2 917 697)
Produit de cession	3	89 543		225 000		225 000
Amortissement	4	2 450 799	489 717	2 417 653	170 211	2 587 864
(Gain) perte sur cession	5	(76 863)		(156 273)		(156 273)
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	2 189 115	(9 491 083)	(389 088)	127 982	(261 106)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	14 628		(20 873)		(20 873)
Variation des autres actifs non financiers	10	33 072		(150 108)	(2 167)	(152 275)
	11	47 700		(170 981)	(2 167)	(173 148)
	12	2 358 168	(8 323 800)	376 800	122 504	499 304
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 358 168	(8 323 800)	376 800	122 504	499 304
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(11 809 750)		(9 417 117)	(1 909 019)	(11 326 136)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(473 380)		(507 845)		(507 845)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(12 283 130)		(9 924 962)	(1 909 019)	(11 833 981)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(9 924 962)		(9 548 162)	(1 786 515)	(11 334 677)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
		municipale	municipale	contrôlés	
		Redressé note 20			
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	4 572 440	4 313 364	240 893	4 554 257
Débiteurs (note 5)	2	4 192 500	3 914 682	2 031 874	5 237 741
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	96 613	78 024		78 024
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	8 861 553	8 306 070	2 272 767	9 870 022
PASSIFS					
Découvert bancaire	9			147 010	147 010
Emprunts temporaires (note 10)	10		660 000	1 201 593	1 861 593
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 067 065	2 690 578	294 454	2 276 217
Revenus reportés (note 12)	12	548 450	770 654	33 520	804 174
Dette à long terme (note 13)	13	16 171 000	13 733 000	2 382 705	16 115 705
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	18 786 515	17 854 232	4 059 282	21 204 699
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(9 924 962)	(9 548 162)	(1 786 515)	(11 334 677)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	54 992 514	55 381 602	4 972 600	60 354 202
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	53 901	53 901		53 901
Stocks de fournitures	19	43 305	64 178		64 178
Autres actifs non financiers (note 17)	20	13 640	163 748	2 167	165 915
	21	55 103 360	55 663 429	4 974 767	60 638 196
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 560 334	1 903 837	459 645	2 363 482
Excédent de fonctionnement affecté	23	412 000	315 280	15 006	330 286
Réserves financières et fonds réservés	24	676 876	680 460	35 387	715 847
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(390 700)	(312 200)	(2 536)	(314 736)
Financement des investissements en cours	26	252 720	(223 372)	(866 790)	(1 090 162)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	41 667 168	43 751 262	3 547 540	47 298 802
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	45 178 398	46 115 267	3 188 252	49 303 519

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
	Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	121 353	936 869	(3 311)	933 558
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 450 799	2 417 653	170 211	2 587 864
Autres					
- Gain cession immobilisation	3	(76 863)	(156 273)		(156 273)
-	4				
	5	2 495 289	3 198 249	166 900	3 365 149
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	406 493	277 818	529 683	573 033
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(180 390)	623 513	(107 461)	380 575
Revenus reportés	9	33 080	222 204	(423)	221 781
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	14 628	(20 873)		(20 873)
Autres actifs non financiers	13	33 072	(150 108)	(2 167)	(152 275)
	14	2 802 172	4 150 803	586 532	4 367 390
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	274 364 ) (	2 875 468 ) (	42 229 ) (	2 917 697)
Produit de cession	16	89 543	225 000		225 000
	17	(184 821)	(2 650 468)	(42 229)	(2 692 697)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21	(7 826)	18 589		18 589
	22	(7 826)	18 589		18 589
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	299 500			
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 360 600 ) (	2 438 000 ) (	121 799 ) (	2 559 799)
Variation nette des emprunts temporaires	25		660 000	(156 086)	503 914
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			7 229	7 229
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(2 061 100)	(1 778 000)	(270 656)	(2 048 656)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	548 425	(259 076)	273 647	(355 374)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	4 024 015	4 572 440	(179 764)	4 762 621
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32				
Solde redressé	33	4 024 015	4 572 440	(179 764)	4 762 621
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	4 572 440	4 313 364	93 883	4 407 247

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
		<u>Redressé note 20</u>			<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	4 249 894	4 389 846	4 207 599	48 649	4 256 248
Charges sociales	2	814 540	963 686	883 643	5 578	889 221
Biens et services	3	6 787 665	7 986 738	7 304 565	2 107 475	8 556 003
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	391 017	420 000	361 621	40 941	402 562
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	68 727			36 760	36 760
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	7 115	7 600	43 249	15 886	59 135
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	973 454	1 203 500	1 103 199		403 048
Transferts	10					
Autres	11					
Autres organismes						
Transferts	12					
Autres	13	409 870	223 630	376 135		376 135
Amortissement des immobilisations	14	2 450 799	489 717	2 417 653	170 211	2 587 864
Autres						
- Autres	15	41 983	32 000	26 317		26 317
-	16					
-	17					
	18	16 195 064	15 716 717	16 723 981	2 425 500	17 593 293

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Budget 2016	Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Revenus			
Taxes	1	14 574 463	13 563 267
Compensations tenant lieu de taxes	2	139 755	197 025
Quotes-parts	3	126 956	141 086
Transferts	4	455 325	1 585 848
Services rendus	5	1 107 903	1 086 556
Imposition de droits	6	1 266 810	855 412
Amendes et pénalités	7	87 881	100 362
Revenus de placements de portefeuille	8	30 249	28 050
Autres revenus d'intérêts	9	188 813	155 440
Autres revenus	10	548 696	617 697
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	18 526 851	18 330 743
Charges			
Administration générale	14	2 315 576	2 464 366
Sécurité publique	15	4 301 839	3 630 166
Transport	16	4 345 809	4 384 382
Hygiène du milieu	17	3 070 827	3 262 883
Santé et bien-être	18	373 227	364 868
Aménagement, urbanisme et développement	19	670 116	400 981
Loisirs et culture	20	2 017 442	2 071 956
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	498 457	569 715
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	17 593 293	17 149 317
Excédent (déficit) de l'exercice	25	933 558	1 181 426
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	48 877 806	47 661 915
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27	(507 845)	(473 380)
Solde redressé	28	48 369 961	47 188 535
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	49 303 519	48 369 961

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Budget 2016	Réalizations	
		2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	933 558	1 181 426
Variation des immobilisations			
Acquisition	2 ( ) (	2 917 697 ) (	1 172 325)
Produit de cession	3	225 000	89 543
Amortissement	4	2 587 864	2 658 010
(Gain) perte sur cession	5	(156 273)	(76 863)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(261 106)	1 498 365
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(20 873)	14 628
Variation des autres actifs non financiers	10	(152 275)	33 224
	11	(173 148)	47 852
	12	499 304	2 727 643
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	499 304	2 727 643
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(11 326 136)	(14 088 244)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	(507 845)	(473 380)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(11 833 981)	(14 561 624)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(11 334 677)	(11 833 981)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	4 554 257	4 942 385
Débiteurs (note 5)	2	5 237 741	5 810 774
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	78 024	96 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	9 870 022	10 849 772
PASSIFS			
Découvert bancaire	9	147 010	179 764
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 861 593	1 357 679
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 276 217	1 895 642
Revenus reportés (note 12)	12	804 174	582 393
Dette à long terme (note 13)	13	16 115 705	18 668 275
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	21 204 699	22 683 753
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(11 334 677)	(11 833 981)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	60 354 202	60 093 096
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	53 901	53 901
Stocks de fournitures	19	64 178	43 305
Autres actifs non financiers (note 17)	20	165 915	13 640
	21	60 638 196	60 203 942
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	49 303 519	48 369 961

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
			Redressé note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	933 558	1 181 426
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 587 864	2 658 010
Autres			
- gain cession immobilisations	3	(156 273)	(76 863)
-	4		
	5	3 365 149	3 762 573
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	573 033	(745 094)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	380 575	(97 000)
Revenus reportés	9	221 781	50 616
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(20 873)	14 628
Autres actifs non financiers	13	(152 275)	33 224
	14	4 367 390	3 018 947
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 917 697)	(1 172 325)
Produit de cession	16	225 000	89 543
	17	(2 692 697)	(1 082 782)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	18 589	(7 826)
	22	18 589	(7 826)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23		299 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 559 799)	(2 478 796)
Variation nette des emprunts temporaires	25	503 914	974 592
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	7 229	7 230
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 048 656)	(1 197 474)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(355 374)	730 865
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 762 621	4 031 756
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	4 762 621	4 031 756
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	4 407 247	4 762 621

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Mercier est un organisme municipal constitué et régi selon la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport du Haut-St-Laurent (C.I.T. ci-après) et la Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay (Régie ci-après).

Les comptes de la municipalité et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations du C.I.T. pour l'exercice est de 62,27 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 63,39 % en début d'exercice à 61,77 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie pour l'exercice est de 64,31 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 70,89 % en début d'exercice à 68,25 % à la fin de l'exercice. Le taux de participation de la municipalité dans les opérations reliées aux immobilisations est de 58,11 %.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Ville de Mercier excluant les organismes qu'elle contrôle.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de l'organisme la Ville de Mercier, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Passifs*Revenus reportés*

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fond de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	de 15 à 40 ans
Bâtiments	de 15 à 40 ans
Véhicules	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 30 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Machinerie, outillage et équipement divers	de 10 à 20 ans
Autres	10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes, de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait, ont été considérés.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût distinct. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins du financement à long terme des activités de fonctionnement et est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 291 903	1 011 090
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	849 336	819 496
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	3 688 524	4 503 862
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	106 378	95 196
Organismes municipaux	7	233 342	99 779
Autres			
- Amendes	8	49 773	51 592
- Mutations et autres	9	310 388	240 849
	10	5 237 741	5 810 774
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 613 645	3 521 555
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	2 613 645	3 521 555
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	78 024	96 613
Autres placements	23		
	24	78 024	96 613
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (_____)	(_____)
	28	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 208 235	192 960
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 31 150	31 845
	34 239 385	224 805

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note

10. Emprunts temporaires		
<p>Au 31 décembre 2016, la ville dispose de marges de crédit autorisées de 10 744 674 \$. Un montant de 660 000 \$ est utilisé au 31 décembre 2016. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.</p>		
<p>Au 31 décembre 2016, la Régie dispose de marges de crédit autorisées de 3 111 640 \$. Un montant de 1 430 000 \$ est utilisé au 31 décembre 2016. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.</p>		
<p>Au 31 décembre 2016, le C.I.T. dispose d'une marge de crédit autorisée de 2 000 000 \$. Un montant de 600 000 \$ est utilisé au 31 décembre 2016. Au 31 décembre 2016, le montant maximal permis est de 1 500 000 \$. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel.</p>		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	585 856	935 804
Salaires et avantages sociaux	39	656 648	555 222
Dépôts et retenues de garantie	40	183 004	215 771
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Intérêts courus	44	127 380	150 930
- Autres courus	45	52 500	37 915
- Organismes municipaux	46	670 829	
-	47		
-	48		
	49	2 276 217	1 895 642

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50	34 984	40 605
Transferts	51	33 520	33 943
Fonds parcs et terrains de jeux	52	547 245	326 748
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	188 425	181 097
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
-	56		
-	57		
-	58		
-	59		
	60	804 174	582 393

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	3,00	2017	2034	61	16 134 859	18 694 658
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres					68		
					69	16 134 859	18 694 658
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(19 154)	(26 383)
					71	16 115 705	18 668 275

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme			Total 2016	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2017	72	80	2 246 943	88	97	105	2 246 943
2018	73	81	1 886 188	89	98	106	1 886 188
2019	74	82	1 647 946	90	99	107	1 647 946
2020	75	83	1 471 907	91	100	108	1 471 907
2021	76	84	1 336 707	92	101	109	1 336 707
2022 et +	77	85	7 545 168	93	102	110	7 545 168
	78	86	16 134 859	94	103	111	16 134 859
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	16 134 859	96	104	113	16 134 859

Note

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	(11 334 677)	(11 833 981)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	(11 334 677)	(11 833 981)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	13 128 973	146		173	6 612	200	13 122 361
Eaux usées	119	26 093 884	147		174	17 473	201	26 076 411
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	28 291 883	148	159 849	175	23 142	202	28 428 590
Autres	121	9 818 346	149	253 414	176		203	10 071 760
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	4 691 494	151	1 187 442	178		205	5 878 936
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	2 567 938	153	95 356	180		207	2 663 294
Ameublement et équipement de bureau	126	1 363 239	154	60 228	181		208	1 423 467
Machinerie, outillage et équipement divers	127	1 519 319	155	79 013	182		209	1 598 332
Terrains	128	874 747	156	534 312	183	21 500	210	1 387 559
Autres	129	59 986	157		184		211	59 986
	130	<u>88 409 809</u>	158	<u>2 369 614</u>	185	<u>68 727</u>	212	<u>90 710 696</u>
Immobilisations en cours	131	<u>2 380 816</u>	159	<u>548 083</u>	186		213	<u>2 928 899</u>
	132	<u>90 790 625</u>	160	<u>2 917 697</u>	187	<u>68 727</u>	214	<u>93 639 595</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	3 842 990	161	306 216	188		215	4 149 206
Eaux usées	134	9 587 072	162	608 181	189		216	10 195 253
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	9 451 240	163	949 481	190		217	10 400 721
Autres	136	3 439 734	164	321 602	191		218	3 761 336
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	1 193 961	166	118 172	193		220	1 312 133
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	1 004 340	168	122 998	195		222	1 127 338
Ameublement et équipement de bureau	141	1 155 372	169	59 262	196		223	1 214 634
Machinerie, outillage et équipement divers	142	962 834	170	101 952	197		224	1 064 786
Autres	143	59 986	171		198		225	59 986
	144	<u>30 697 529</u>	172	<u>2 587 864</u>	199		226	<u>33 285 393</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>60 093 096</u>					227	<u>60 354 202</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239		
Autres	240	53 901	53 901
	241	53 901	53 901
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	53 901	53 901
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	244	163 748	13 640
- Divers	245	2 167	
-	246		
Autres			
-	247		
-	248		
	249	165 915	13 640
Note			

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants :

2017	708 236 \$
2018	610 963
2019	435 415
2020	435 415
2021	435 415

La Régie a conclu une entente avec la Ville de Châteauguay relativement à l'alimentation en eau potable. Cette entente, d'une durée de dix ans, a pris effet au 1er janvier 2013. La Régie assume les coûts annuels d'exploitation selon la consommation réelle. Le coût pour l'exercice 2016 a été de 518 209 \$.

Le C.I.T. s'est engagé en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en avril 2018 et offrant la possibilité de renouvellement automatique pour des périodes successives d'un an relativement à l'entretien des logiciels et composantes matérielles. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2017	30 591
2018	10 395

De plus, le C.I.T. s'est engagé en vertu d'un contrat d'une durée d'un an échéant en décembre 2016 plus une année d'option relativement au contrat du transporteur. En vertu de cette entente, le taux horaire est de 115 \$ pour les véhicules de type Coach.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

Dans le cadre de l'entente relativement à la fourniture du service de police par la Ville de Châteauguay, cette dernière fait état d'une demande de paiement de 5 404 926 \$, signifiée en octobre 2016 dans une requête introductive d'instance. La direction de la Ville de Mercier a estimé à 360 000 \$ le montant qu'elle pourrait devoir verser à la Ville de Châteauguay. Cette provision a été comptabilisée dans les états financiers au 31 décembre 2016. Il existe un risque que le montant que la Ville de Mercier devrait verser à la Ville de Châteauguay soit supérieur au montant comptabilisé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

La Ville a découvert que le fonds parcs et terrains de jeux pour les exercices 2015 et antérieurs a été sous-évalué. En conséquence, le solde de l'excédent (déficit) de fonctionnement non affecté au 1er janvier 2016 a été diminué de 52 746 \$ et les états financiers de l'exercice 2015 ont été retraités. Le solde de l'excédent (déficit) de fonctionnement non affecté au 1er janvier 2015 a été diminué de 34 907 \$ correspondant à l'ajustement des revenus reliés aux fonds parcs et terrains de jeux des exercices antérieurs. À l'état des résultats de l'exercice 2015, le poste autres revenus a été diminué de 17 839 \$ et l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales a été diminué du même montant. Au 31 décembre 2015, le poste des revenus reportés a été augmenté de 52 746 \$.

De plus, à la suite d'une analyse de la comptabilisation des fonds réservés effectuée par le MAMOT, la ville a modifié rétroactivement sa méthode de comptabilisation des fonds réservés suivants :

- Fonds de parcs et terrains de jeux;
- Fonds local - réfection et entretien de certaines voies publiques.

La méthode de comptabilisation utilisée par la ville ne respectait pas les critères édictés au chapitre SP 3100, lesquels prévoient que ces sommes doivent être présentées à titre de revenus reportés tant qu'elles ne peuvent pas être constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont utilisées aux fins prescrites.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015 :

À l'état des résultats

Revenus de fonctionnement (25 128 \$)
Revenus d'investissement 8 502 \$

À l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

Revenus d'investissement (8 502 \$)
Affectations aux activités d'investissement 13 648 \$
Affectations aux réserves financières et fonds réservés (38 776 \$)

À l'état de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

Revenus d'investissement 8 502 \$
Affectations des activités de fonctionnement 13 648 \$
Affectations des réserves financières et fonds réservés (22 150 \$)

État de la situation financière

Revenus reportés 455 099 \$
Excédent (déficit) accumulé (455 099 \$).

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est présentée dans les informations sectorielles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

22. Instruments financiers

S.O.

	2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	250 4 554 257	4 942 385
Découvert bancaire	251 (147 010)	(179 764)
<i>Ajouter</i>		
-	252	
-	253	
-	254	
-	255	
<i>Déduire</i>		
-	256 ()	()
-	257 ()	()
-	258 ()	()
-	259 ()	()
-	260 ()	()
-	261 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262 4 407 247	4 762 621
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	274		
Placements de portefeuille	275		
Débiteurs	276		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277		
Provision pour moins-value	278	()	()
	279		
	280		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	281		
Revenus reportés	282		
Dette à long terme	283		
	284		
Solde du Fonds local d'investissement	285		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286		
Supportant les engagements de prêts	287		
Supportant les garanties de prêts	288		
	289		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	() (
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 2 363 482	2 710 918
Excédent de fonctionnement affecté	2 330 286	427 400
Réserves financières et fonds réservés	3 715 847	712 263
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (314 736 ) (	( 393 236)
Financement des investissements en cours	5 (1 090 162)	(577 510)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 47 298 802	45 490 126
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 49 303 519	48 369 961
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 1 903 837	2 560 334
Organismes contrôlés ¹	10 459 645	150 584
	11 2 363 482	2 710 918
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Vidange des boues	12	100 000
- Dév.orienté vers transport com	13	200 000
- Équilibre budgétaire	14 300 000	112 000
- Chaire de recherche	15 10 000	
- Vêtements incendie	16 5 280	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 315 280	412 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Immobilisations communes	22 15 006	15 400
-	23	
-	24	
	25 15 006	15 400
	26 330 286	427 400
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 556 217	555 976
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34 124 243	156 287
Organismes contrôlés	35 35 387	
Montant non réservé		
Administration municipale	36	
Organismes contrôlés	37	
Fonds local d'investissement	38	
Fonds local de solidarité	39	
Autres		
-	40	
-	41	
	42 715 847	712 263
	43 715 847	712 263

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres		
-	53 () (
-	54 () (
	55 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 () (
Autres		
-	61 () (
-	62 () (
	63 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres		
- Dépenses de fonctionnement	67 (	312 200) (
- RIAVC	68 (	2 536) (
	69 (	314 736) (
		390 700)
		2 536)
		393 236)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (	314 736) (
		393 236)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	609 836	351 459
Investissements à financer	77 (	1 699 998 ) (	928 969)
	78	(1 090 162)	(577 510)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	60 354 202	60 093 096
Propriétés destinées à la revente	80	53 901	53 901
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82	78 024	96 613
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	60 486 127	60 243 610
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	16 115 705	18 668 275
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	19 154	26 383
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (	2 613 645 ) (	3 521 555)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 (	333 889 ) (	419 619)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90	13 187 325	14 753 484
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91		
	92	13 187 325	14 753 484
	93	47 298 802	45 490 126

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____) (_____)	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60 (_____) (_____)	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	_____
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____) (_____)	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	_____
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____) (_____)	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	<u>79</u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>208 235</u>	<u>192 960</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	9 243	9 243
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	31 150	31 845
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	31 150	31 845
100	31 150	31 845

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dettes à long terme	1	13 733 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	833 215
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	124 243
Débiteurs	8	1 658 535
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	344 936
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	12 438 501
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	15	2 861 339
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	190 137
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	15 489 977
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	15 489 977
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2016	2016	2016	2015	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	10 530 350	10 622 234	10 622 234	9 660 454
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	327 000	325 985	325 985	326 426
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	10 857 350	10 948 219	10 948 219	9 986 880
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 376 500	1 365 634	1 365 634	1 358 191
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	476 000	471 230	471 230	468 153
Matières résiduelles	13	1 083 250	1 084 340	1 084 340	1 053 120
Autres					
-Amélioration infrastructures	14	132 000	131 286	131 286	130 477
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		50 351	50 351	46 215
Service de la dette	18	527 000	523 403	523 403	520 231
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	3 594 750	3 626 244	3 626 244	3 576 387
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 594 750	3 626 244	3 626 244	3 576 387
	26	14 452 100	14 574 463	14 574 463	13 563 267

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	11 000	9 872	11 029
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	130 000	122 264	178 900
	35	141 000	132 136	189 929
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	141 000	132 136	189 929
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	7 100	7 619	7 096
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	7 100	7 619	7 096
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	148 100	139 755	197 025

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			3 999
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	40 000		64 759
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		180 917	184 171
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63		232 575	138 637
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	55 000	44 955	101 665
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	9 000	8 699	8 837
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	38 000	45 500	37 800
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	142 000	99 154	539 868

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	115 115	115 115	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107		(209 196)	1 045 980
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	115 115	(94 081)	1 045 980

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	142 000	214 269	455 325
				1 585 848

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	118 894	141 377	141 377
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	118 894	141 377	141 377
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	126 000	133 418	
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	350 000	368 308	368 308
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	476 000	501 726	368 308
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	594 894	643 103	509 685
				470 689

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		598 218	615 867
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193			
Réseau d'électricité	194			
	195		598 218	615 867
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	594 894	643 103	1 107 903
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	95 500	117 171	117 171
Droits de mutation immobilière	198	750 000	1 106 301	1 106 301
Droits sur les carrières et sablières	199	5 000	43 338	43 338
Autres	200	4 000		
	201	854 500	1 266 810	1 266 810
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	113 500	87 881	87 881
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203		30 249	30 249
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	168 950	159 996	188 813
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		156 273	156 273
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		10 472	10 472
Autres	212	409 956	377 579	381 951
	213	409 956	544 324	548 696
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	358 956	367 127		367 127	367 127	344 485
Greffe et application de la loi	2	203 475	231 559		231 559	231 559	221 937
Gestion financière et administrative	3	1 362 207	1 284 457	78 295	1 362 752	1 362 752	1 577 678
Évaluation	4	123 250	82 526		82 526	82 526	90 346
Gestion du personnel	5	215 103	244 524		244 524	244 524	208 804
Autres							
- Autres	6	2 100	27 088		27 088	27 088	21 116
-	7						
	8	2 265 091	2 237 281	78 295	2 315 576	2 315 576	2 464 366
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 200 000	2 268 657	1 366	2 270 023	2 270 023	1 841 968
Sécurité incendie	10	1 672 779	1 864 344	77 280	1 941 624	1 941 624	1 715 773
Sécurité civile	11						3 553
Autres	12	97 573	90 192		90 192	90 192	68 872
	13	4 970 352	4 223 193	78 646	4 301 839	4 301 839	3 630 166
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 205 703	1 005 539	1 092 204	2 097 743	2 097 743	2 218 512
Enlèvement de la neige	15	407 379	410 174		410 174	410 174	407 175
Éclairage des rues	16	129 776	128 146		128 146	128 146	116 757
Circulation et stationnement	17	64 817	62 795		62 795	62 795	83 949
Transport collectif							
Transport en commun	18	560 000	729 972		729 972	1 646 951	1 557 989
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 367 675	2 336 626	1 092 204	3 428 830	4 345 809	4 384 382

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	943 904	872 193	306 216	1 178 409	1 037 155
Traitement des eaux usées	25	204 290	209 149	43 200	252 349	263 701
Réseaux d'égout	26	150 604	104 729	572 120	676 849	784 958
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	630 000	641 287		641 287	678 221
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	378 862	373 025		373 025	383 644
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	38 000	37 913		37 913	37 913
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36	50 654	52 249		52 249	52 249
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					97 180
Autres	39					
	40	2 396 314	2 290 545	921 536	3 212 081	3 070 827
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	383 000	373 227		373 227	364 868
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	383 000	373 227		373 227	364 868
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	484 381	553 452		553 452	400 981
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50		116 664		116 664	116 664
Autres	51					
	52	484 381	670 116		670 116	400 981

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	75 050	86 222		86 222	86 222	86 646
Patinoires intérieures et extérieures	54	87 393	32 933		32 933	32 933	61 956
Piscines, plages et ports de plaisance	55	3 000	2 098		2 098	2 098	
Parcs et terrains de jeux	56	531 339	466 827	246 972	713 799	713 799	667 980
Parcs régionaux	57						17 560
Expositions et foires	58						
Autres	59	695 681	653 128		653 128	653 128	759 128
	60	1 392 463	1 241 208	246 972	1 488 180	1 488 180	1 593 270
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	522 055	515 307		515 307	515 307	452 462
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	18 069	13 955		13 955	13 955	26 224
	66	540 124	529 262		529 262	529 262	478 686
	67	1 932 587	1 770 470	246 972	2 017 442	2 017 442	2 071 956
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	420 000	361 621		361 621	431 322	535 635
Autres frais	70					8 000	8 319
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	7 600	43 249		43 249	59 135	25 761
	73	427 600	404 870		404 870	498 457	569 715
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		489 717	2 417 653	(2 417 653)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Mercier (ci après "la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

[Original signé par]

Chiasson Gauvreau Inc.

(1) Denis Gauvreau, CPA auditeur, CA

DATE 2017-05-11

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	14 574 463
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	14 574 463

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1		14 574 463
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<hr/>	
Total partiel	4	<hr/>	14 574 463
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 068 337	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	50 351	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<hr/>	10 <u>1 118 688</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<hr/>	13 455 775

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>1 339 609 540</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>1 356 371 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 347 990 470</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>13 455 775</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 347 990 470</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 , 9 | 9 | 8 | 2 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	(1 507)	46 592	818 605
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 321 200		
Usines et bassins d'épuration	3	400 000		
Conduites d'égout	4			43 856
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		265 087	265 087
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9	150 000		
Parcs et terrains de jeux	10	225 000	154 303	13 959
Autres infrastructures	11	600 000		
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 554 000	1 902 544	98 746
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	365 000	95 357	33 940
Ameublement et équipement de bureau	18	92 600	56 600	26 659
Machinerie, outillage et équipement divers	19	773 000	51 136	136 560
Terrains	20		311 423	311 423
Autres	21	500 000	40 525	40 525
	22	9 980 800	2 875 468	1 172 325

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	(1 507)	46 592	818 605
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			43 856
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	419 390	419 390	13 959
Autres immobilisations	33	2 457 585	2 451 715	295 905
	34		2 875 468	1 172 325

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	18 694 658		2 559 799	16 134 859
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	18 694 658		2 559 799	16 134 859
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	156 287	60 443	57 100	159 630
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12	5 536 857	(54 311)	438 857	5 043 689
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	9 479 959	195 439	1 357 503	8 317 895
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	15 173 103	201 571	1 853 460	13 521 214
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16	3 521 555	(201 571)	706 339	2 613 645
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	3 521 555	(201 571)	706 339	2 613 645
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
	21	3 521 555	(201 571)	706 339	2 613 645
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 521 555	(201 571)	706 339	2 613 645
	26	18 694 658		2 559 799	16 134 859
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	18 694 658		2 559 799	16 134 859

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	560 000	729 972	29 821
Transport collectif	9			30 147
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	160 500		
Matières résiduelles	12	100 000		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	383 000	373 227	373 227
Autres	17			364 868
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 203 500	1 103 199	403 048
				395 015

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,00	33,75	26 887,00	1 188 518	300 424	1 488 942
Professionnels	2						
Cols blancs	3	36,00	32,00	39 066,00	1 238 084	279 238	1 517 322
Cols bleus	4	11,00	37,50	20 086,00	483 946	110 250	594 196
Policiers	5						
Pompiers	6	31,00	40,00	37 489,00	1 073 574	141 403	1 214 977
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	96,00		123 528,00	3 984 122	831 315	4 815 437
Élus	9	7,00			223 477	52 328	275 805
	10	103,00			4 207 599	883 643	5 091 242

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	44 955				44 955
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	54 199	115 115			169 314
	17	99 154	115 115			214 269

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale																	
Grefte et application de la loi	1	231 559	27		53	231 559	79	105	231 559	131				231 559	131		
Évaluation	2	82 526	28		54	82 526	80	106	82 526	132				82 526	132		
Autres	3	1 923 196	29	78 295	55	2 001 491	81	107	2 001 491	133				2 001 491	133	39 542	
	4	2 237 281	30	78 295	56	2 315 576	82	108	2 315 576	134				2 315 576	134	39 542	
Sécurité publique																	
Police	5	2 268 657	31	1 366	57	2 270 023	83	109	2 270 023	135				2 270 023	135		
Sécurité incendie	6	1 864 344	32	77 280	58	1 941 624	84	110	1 800 247	136	141 377			1 800 247	136	19 280	
Sécurité civile	7		33		59		85	111		137					137		
Autres	8	90 192	34		60	90 192	86	112	90 192	138				90 192	138		
	9	4 223 193	35	78 646	61	4 301 839	87	113	4 160 462	139	141 377			4 160 462	139	19 280	
Transport																	
Réseau routier																	
Voirie municipale	10	1 005 539	36	1 092 204	62	2 097 743	88	114	2 097 743	140				2 097 743	140	84 575	
Enlèvement de la neige	11	410 174	37		63	410 174	89	115	410 174	141				410 174	141		
Autres	12	190 941	38		64	190 941	90	116	190 941	142				190 941	142		
Transport collectif	13	729 972	39		65	729 972	91	117	729 972	143				729 972	143		
Autres	14		40		66		92	118		144					144		
	15	2 336 626	41	1 092 204	67	3 428 830	93	119	3 428 830	145				3 428 830	145	84 575	
Hygiène du milieu																	
Eau et égout																	
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94	120		146					146		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	872 193	43	306 216	69	1 178 409	95	121	1 044 991	147	133 418			1 044 991	147	85 429	
Traitement des eaux usées	18	209 149	44	43 200	70	252 349	96	122	252 349	148				252 349	148	116 871	
Réseaux d'égout	19	104 729	45	572 120	71	676 849	97	123	676 849	149				676 849	149		
Matières résiduelles																	
Déchets domestiques et assimilés	20	641 287	46		72	641 287	98	124	641 287	150				641 287	150		
Matières recyclables	21	410 938	47		73	410 938	99	125	42 630	151	368 308			42 630	151		
Autres	22	52 249	48		74	52 249	100	126	52 249	152				52 249	152		
Cours d'eau	23		49		75		101	127		153					153		
Protection de l'environnement	24		50		76		102	128		154					154		
Autres	25		51		77		103	129		155					155		
	26	2 290 545	52	921 536	78	3 212 081	104	130	2 710 355	156	501 726			2 710 355	156	202 300	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	373 227	172	187	373 227	202	217	373 227	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	373 227	175	190	373 227	205	220	373 227	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	553 452	176	191	553 452	206	221	553 452	236			
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237			
Promotion et développement économique	163	116 664	178	193	116 664	208	223	116 664	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	670 116	180	195	670 116	210	225	670 116	240			
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 241 208	181	246 972	1 488 180	211	226	1 488 180	241	59 173		
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	515 307	182	197	515 307	212	227	515 307	242			
Autres	168	13 955	183	198	13 955	213	228	13 955	243			
	169	1 770 470	184	246 972	2 017 442	214	229	2 017 442	244	59 173		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	13 901 458	186	2 417 653	16 319 111	216	643 103	15 676 008	246	404 870		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 875 468	274 364
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 875 468	274 364

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Madame Lise Michaud	67 326	15 662
Monsieur Stéphane Roy	15 824	7 912
Madame Johanne Anderson	16 490	7 912
Madame Anik Sauvé	15 824	7 912
Monsieur Philippe Drolet	15 824	7 912
Monsieur Louis Cimon	15 824	7 912
Monsieur Martin Laplaine	15 824	7 912

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 613 080	1 576 135
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(52 746)	(34 907)
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 560 334	1 541 228
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 276 546	1 122 115
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(144 838)	
Activités d'investissement	6	(1 772 925)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(15 280)	(103 009)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(656 497)	1 019 106
Solde à la fin de l'exercice	12	1 903 837	2 560 334
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	412 000	608 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	412 000	608 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(112 000)	(299 009)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	15 280	103 009
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(96 720)	(196 000)
Solde à la fin de l'exercice	22	315 280	412 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 131 975	1 215 234
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(455 099)	(438 473)
Solde redressé au début de l'exercice	25	676 876	776 761
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	50 041	(4 232)
Activités d'investissement	27	(52 589)	(95 653)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	6 132	
	30	3 584	(99 885)
Solde à la fin de l'exercice	31	680 460	676 876

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (390 700)	(466 900)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (390 700)	(466 900)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	()
Activités de fonctionnement - Diminution	36	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38 78 500	76 200
Solde à la fin de l'exercice	39 (312 200)	(390 700)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 252 720	109 781
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 252 720	109 781
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (469 960)	142 939
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46 (6 132)	
	47 (476 092)	142 939
Solde à la fin de l'exercice	48 (223 372)	252 720
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 41 667 168	42 488 175
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 41 667 168	42 488 175
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	
Variation résiduelle de l'exercice	56 2 084 094	(821 007)
Solde à la fin de l'exercice	57 43 751 262	41 667 168

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>700 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u>700 000</u>
Diminution	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u><u>700 000</u></u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 9 □ 9 □ 6 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 6 □ 3 □ 9 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 □ 3 □ 5 □ 2 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 7 □ 3 □ 5 □ 2 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 □ 9 □ 9 □ 2 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 □ 9 □ 9 □ 6 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 7 | 0 , 0 | 0	\$
Égout	2	| | | , | |	\$
Eau et égout	3	| | | , | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| 9 | 9 , 0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	| 5 | 5 , 0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Enlèvement des ordures	165,0000	4	
Taxe d'eau commerce (sans compteur)	504,0000	4	
Taxe d'eau commerce (avec compteur)	441,0000	4	
Taxe d'eau exploitation agricole	504,0000	4	
Tarification eau au compteur par 1000 gl	2,7200	7	gallon excédent 40000gl
Bac de recyclage	58,0000	4	
Amélioration des infrastructures	25,0000	4	
Améliorations locales de	,1013	3	
Améliorations locales à	9,2804	3	
Améliorations locales de	,0194	2	
Améliorations locales à	,4550	2	
Améliorations locales de	,0003	1	
Améliorations locales à	,0133	1	
Police	,0813	1	
Transport en commun	,0134	1	
Régie des eaux	,0043	1	
Communauté métropolitaine de MTL	,0019	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	288 483	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	10 914 500
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	329 000
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	11 243 500

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 395 050
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	481 000
Matières résiduelles	13	1 090 950
Autres		
- Amélioration infrastructures	14	134 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	47 000
Service de la dette	18	477 000
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	3 625 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 625 000
	26	14 868 500

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	10 000
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	130 000
	9	140 000

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	140 000

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	8 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	8 000

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	148 000

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 192 406 828	X 5 0,7081	/100\$ 6 8 443 500				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 26 711 200	X 8 0,7731	/100\$ 9 206 500				
Immeubles non résidentiels	10 85 254 267	X 11 1,9572	/100\$ 12 1 669 000				
Immeubles industriels	13 2 071 705	X 14 1,8561	/100\$ 15 38 500				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 15 063 700	X 20 1,4162	/100\$ 21 213 500				
Immeubles agricoles	22 48 492 300	X 23 0,7081	/100\$ 24 343 500				
Total			25 10 914 500	26 ()	27 ()	28	29 10 914 500
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12				
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18				
Autres 19	X	20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41				
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47				
Autres 48	X	49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	| 2 | 7 | 0 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | 9 | 9 | , | 0 | 0 | \$
Matières résiduelles	5	| | 5 | 5 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Enlèvement des ordures	165,0000	4	
Améliorations des infrastructures	25,0000	4	
Taxe d'eau commerces (sans compteur)	504,0000	4	
Taxe d'eau commerces (avec compteur)	441,0000	4	
Taxe d'exploitation agricole	504,0000	4	
Tarification eau compteur exc. 40 000 gl	2,7200	7	du 1 000 gallons

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>14 868 500</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	.....
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	.....
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	.....
	10	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>14 868 500</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	14 868 500
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	14 868 500
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 088 981
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	47 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10 1 135 981
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	13 732 519

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel

1 13 732 519

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale

2 1 370 000 000

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	0	2	4
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 669 000	38 500		213 500	206 500	343 500
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	137 250					1 050
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 806 250	38 500		213 500	206 500	344 550

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	8 443 500			10 914 500
De secteur	10	329 000			329 000
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	477 000			477 000
Autres	13	2 962 700			3 101 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	12 212 200			14 821 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	272 800 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	15 881 000 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	1 594 000 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	393 584 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	\$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 869 BOUL ST-JEAN-BAPTISTE
(no) (rue)
MERCIER J6R 2L3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 691-6090
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-6529
(ind. rég.) (numéro)

Courriel administration@ville.mercier.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom NADIA RENÉ

Téléphone (450) 691-6090
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-6529
(ind. rég.) (numéro)

Courriel nadia.rene@ville.mercier.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom CHIASSON GAUVREAU INC.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 185 BOUL. ST-JEAN-BAPTISTE, BUREAU 200
(no) (rue)
CHÂTEAUGUAY J6K 3B4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 691-1091
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 691-3238
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Isenecal@chiassongauvreau.ca

Responsable du dossier LOUISE SÉNÉCAL

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nadia René , atteste que le rapport financier consolidé de Mercier pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Mercier .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Mercier consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Mercier détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 933 558 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de ,9982 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-12 13:38:21

Date de transmission au Ministère : 2017/05/16